



Réponse aux 12 questions sur les thématiques environnementales – Collectif Drôme

- *Les Amis de la Terre Drôme
- *FRAPNA Drôme
- *LPO Drôme
- *Sortir du Nucléaire Drôme-Ardèche
- *Collectif Non au gaz de schiste Val de Drôme
- *Solidaires 07-26
- *L'arrêt public
- *Les brasseurs de cages

aux candidats aux législatives de juin 2012

Die, le 4 avril 2012

Cher-e-s amis, camarades et citoyen-ne-s engagé-e-s,

C'est avec grand plaisir que je réponds à votre interpellation pour les candidats aux législatives.

Nous avons en effet de nombreuses convergences de point de vue et les propositions que je porte au nom du Front de Gauche rejoignent, je crois, nombre de vos préoccupations.

J'ai déjà eu de nombreuses occasions de les défendre, dans la Drôme comme militante et élue, et plus largement en tant que Secrétaire nationale à l'écologie du Parti de Gauche, depuis près de quatre ans. La convergence de nos combats communs sur le terrain en ce qui concerne les gaz de schiste, la transition énergétique et le scénario Negawatt, le nucléaire, la protection du foncier agricole contre les grands projets d'infrastructures - et de manière plus large, la défense d'une écologie politique, sociale et de gauche, trouveront je l'espère un écho dans les urnes et au delà.

C'est donc tout naturellement qu'en tant que candidate au mandat de députée de la 3^{ème} circonscription de la Drôme, territoire sauvage, rural, naturel et agricole, je m'engage à soutenir ces thématiques environnementales, en lien avec les luttes sociales, au nom de l'intérêt général.

Bien amicalement,

Corinne Morel Darleux

Réponse aux 12 questions sur les thématiques environnementales - Collectif Drôme

Effet de serre et désordres climatiques, perte de biodiversité mais aussi pénurie de pétrole et fin des ressources les plus accessibles... Tout cela n'a qu'une seule et même cause : une société qui ne jure que par la croissance économique et le PIB, qui produit et consomme sans réfléchir à son avenir et sans solidarité. Cette situation n'est pas tenable. Face à ces multiples défis, le Front de Gauche propose une approche globale et organisée, qui agisse aussi bien sur les causes profondes et indirectes que sur les effets : c'est la planification écologique.

La planification écologique est une manière de concevoir le développement de notre société qui permette de concilier de nouveaux choix de progrès humain et l'impérieuse nécessité de préserver nos écosystèmes. Pour le Front de Gauche, les solutions sont globales ; elles ne peuvent reposer uniquement sur les comportements individuels. Cette capacité à agir sur le cadre de notre société est l'héritage des luttes historiques, sociales et environnementales, dont se revendique le Front de Gauche.

A travers la planification écologique, le Front de Gauche propose une vision cohérente et globale de la transition vers un monde sorti du consumérisme et du productivisme qui sont, avec l'économie capitaliste, les moteurs mêmes des crises écologiques et sociales que nous traversons.

L'exercice de réponse aux 12 questions proposées ne doit donc pas cacher que le programme du Front de Gauche n'est pas une collection de mesures, dans lesquelles on pourrait piocher ça et là, mais bel et bien la mise en place d'une démarche globale radicalement différente et systémique, qui replace le citoyen au cœur des choix de développement et qui permet d'intégrer le souci des impacts sociaux et environnementaux de long terme. Pour nous, apporter une réponse crédible et sérieuse aux défis de l'écologie, c'est changer de trajectoire de développement, ce qui ne peut se faire sans une remise à plat complète du système.

1. Les ressources en énergies fossiles s'épuisent, la demande mondiale de pétrole et de gaz augmente d'une façon inédite dans l'Histoire. Comment assurerez-vous à la fois la baisse nécessaire de la consommation de ces énergies et comment jugulerez-vous la précarité énergétique que doivent affronter nombre de nos concitoyens ?

Depuis plusieurs années, les alertes concernant le « peak oil » se généralisent. D'abord cantonné dans la sphère des spécialistes ou des lanceurs d'alertes, la prise de conscience commence à transparaître dans les discours officiels – jusqu'aux discours de l'Agence Internationale de l'Energie pour qui le pic a déjà été atteint. La forte concentration de gaz à effet de serre (GES) dans l'atmosphère, inédite dans l'histoire de l'Humanité, et les changements climatiques qu'elle induit nous imposent également de modifier impérativement notre usage des énergies fossiles.

Cette réalité ne peut plus être ignorée. Elle est l'un des moteurs de la nécessaire transition énergétique qui doit être planifiée dès aujourd'hui. Les énergies fossiles s'épuisent et pourtant leur accès n'a jamais été aussi inégal : près de 40% de la population française est en précarité énergétique, avec des budgets subis qui peuvent représenter près de 50% du revenu des ménages (essence pour les déplacements contraints, chauffage).

La conciliation entre le droit légitime à une qualité de vie digne et décente, et la nécessaire sobriété est le vrai défi de la transition énergétique. Cela demande tout d'abord d'infléchir toute l'approche actuelle en passant d'une logique de l'offre à une logique de la demande, pour répondre aux besoins et usages, et de réfléchir à la fois aux impacts sociaux de chaque mesure limitant la consommation ainsi qu'aux impacts sur les ressources naturelles de nos choix de société, modes de production et de consommation.

Certains outils politiques ne permettent pas ce double objectif social et environnemental à nos yeux : la taxe carbone, ou contribution climat, par exemple, est un outil économique aveugle, visant à modifier le

comportement de ceux là même qui n'ont pas les moyens de se payer une énergie qui deviendra de plus en plus chère, de changer de voiture ou d'isoler leur logement ! Cette approche libérale ne prend pas en compte les besoins de base des citoyens ni leurs contraintes de budget, faisant reposer exclusivement sur les consommateurs, et en particulier sur les plus fragiles, la charge de la transition énergétique, pendant que les grandes entreprises en sont exemptées et que les plus riches s'abrogent la plus grande part de la consommation en satisfaisant leurs besoins outranciers et superflus de yachts, de 4x4 en ville et de jets privés.

Au contraire, le Front de Gauche part du principe que l'énergie est un bien commun, et non une marchandise. Nous proposons donc d'inverser cette logique, en reconnaissant le droit de chacun d'entre nous à un accès minimum garanti à l'énergie. C'est pourquoi nous mettrons en place une tarification sociale et progressive pour assurer l'accès de toutes et tous à l'énergie, pénaliser le mésusage et limiter la consommation globale. En parallèle, nous nous attaquerons aux deux premiers postes de consommation et réserves d'efficacité énergétique : les transports et les logements en investissant massivement dans le fret, le multimodal et la rénovation thermique. L'énergie la moins chère, et la plus propre, est celle qu'on ne consomme pas !

Une telle politique qui vise à réduire la consommation d'énergie ne peut être mise en œuvre avec les outils de gouvernance actuels, qui motivent les entreprises sur la base de leur ventes d'énergie et dont la structure capitaliste nécessite de pousser à la consommation pour augmenter les profits.

Pour mettre en oeuvre la transition énergétique, le Front de Gauche se propose donc de créer un Pôle Public de l'Energie avec le retour à 100% public d'EDF, GDF, Total et Areva, socialisés par l'implication locale des usagers dans leur gestion. Sorti de la sphère commerciale, un tel pôle public ne sera pas guidé par la recherche de rentabilité sans condition et pourra réellement se mettre au service de l'intérêt général : de la sobriété, de l'efficacité et des énergies renouvelables. Plutôt qu'avoir un modèle commercial basé sur l'augmentation du profit avec l'augmentation de la consommation, la politique énergétique pourra enfin faire l'objet d'un contrat d'objectifs à atteindre en termes d'économies d'énergie et de part croissante de renouvelables, ainsi que d'impacts sociaux des politiques tarifaires menées. C'est pourquoi la socialisation de la production d'énergie et la sortie du modèle libéral s'imposent, si nous voulons sérieusement conduire cette transition et reprendre les rênes de notre avenir commun.

2. Comment privilégieriez-vous des transports économes et respectueux de l'environnement alors que le prix des carburants ne cesse d'augmenter et que la lutte contre l'effet de serre devient une priorité?

La question des transports, comme toutes les questions liées à l'environnement, est une question de choix stratégique plus que de comportement individuel. A l'opposé de l'approche culpabilisante qui donne un poids démesuré aux actions individuelles, le Front de Gauche choisit l'approche responsabilisante et globale, dans laquelle les citoyens réduisent leur empreinte écologique par des choix collectifs.

Réduire l'impact du transport, c'est déjà réduire les besoins de transport des marchandises et des personnes à travers des actions liées aux questions de relocalisation de l'économie au niveau français mais également au niveau urbain (logement, planification urbaine, lutte contre l'étalement urbain et aménagement du territoire). Réduire le transport de marchandises passe donc par la mise en place de visas écologiques et sociaux des productions et le développement des circuits courts.

Le Front de Gauche redéveloppera en priorité le fret, le fluvial, et plus globalement les plateformes multimodales, comme celle de Portes les Valence, pour éviter la traversée de la France de part en part par des camions de marchandises, à l'opposé des gigatonnes désormais autorisés par le gouvernement de N Sarkozy à l'encontre même des conclusions du Grenelle de l'Environnement.

Une politique de fret volontariste nécessite la réunification et impose le caractère public de la SNCF et de RFF (contrairement à ce que suggère le député sortant UMP M. Mariton qui veut lui aller plus loin encore dans le démantèlement du rail !). Nous remettons en place le « wagon isolé », coupable aux yeux de la direction de la SNCF de ne pas être assez rentable, sans en voir les intérêts environnementaux et donc à terme économiques ! Cela signifie aussi l'arrêt des fermetures de haltes voyageurs et de suppression de présence d'agents en gare (comme cela a été le cas à Luc en Diois, par exemple) qui engendrent dysfonctionnements et retards, et dissuadent les usagers de prendre le train.

Réduire les transports contraints passe également par la garantie de la mixité logement-activité afin de limiter les grands déplacements pendulaires ; une offre renforcée de logements sociaux devra permettre de faciliter la mobilité et enfin nous viserons le rapprochement des lieux de domicile, de travail et de loisirs. Cela passe également par le ré-équilibre des territoires en développant les activités, les services publics de proximité (écoles, hopitaux...) et les modes de transport doux dans les villes de taille moyenne plutôt qu'en ajoutant encore des activités en périphérie des métropoles de trop grande taille, comme le souhaiteraient les tenants de la nouvelle mode de « compétitivité / attractivité métropolitaine », et donc en relocalisant l'économie pour limiter les déplacements de marchandises entre des sites de productions concentrés.

C'est en complémentarité avec cette approche globale qu'il devient efficace de travailler sur les modes de déplacement, la promotion des transports collectifs (TER, covoiturage...), et une meilleure connexion des zones rurales notamment, assurée par un service public d'intérêt général.

Les zones rurales comme celles de la Drôme doivent être désenclavées en préservant le transport ferré dans les endroits les plus reculés et dites « non rentables » (de quel point de vue, selon quels indicateurs ?) et en encourageant les initiatives de relocalisation et de circuits courts entre producteurs et consommateurs.

3. *La catastrophe nucléaire de Fukushima a rappelé à tous et toutes les dangers intrinsèques du nucléaire. Outre la sécurité, de nombreuses questions restent en suspens : approvisionnement en uranium, augmentation des coûts, démantèlement, gestion du combustible nucléaire et des déchets, prolongation de la vie des centrales, sous-traitance... Comment comptez-vous réorienter la politique nucléaire de la France ? Par ailleurs, quelle est votre position sur les fermetures des centrales du Tricastin et de Cruas au cours de la prochaine mandature, qui ont ou auront atteint leur durée de vie initialement prévue de 30 ans ?*

Je suis à titre personnel favorable depuis des années, comme mon parti, le Parti de Gauche, à une sortie progressive du nucléaire sur les bases du scénario Negawatt. Néanmoins ce débat de l'avenir du nucléaire traverse le Front de Gauche, comme il traverse l'ensemble de la société. C'est un débat sérieux, qui nous concerne toutes et tous, et il doit être public.

Le Front de Gauche propose donc que les citoyen-ne-s aient enfin la possibilité d'exprimer leur choix et de faire entendre leur voix sur ce sujet, de reprendre les clefs de leur avenir à travers un débat national sur la transition énergétique incluant toutes les données (climat, risques du nucléaire, raréfaction des ressources fossiles, emplois et coûts à la fois de maintien et de sortie, de démantèlement et de gestion des déchets – à cet égard, les récentes données du rapport de l'ASN et de la Cour des Comptes sont intéressantes à verser au débat) et tous les scénarii de réduction des consommations en terme de sobriété et d'efficacité, débat qui sera tranché par un référendum. Les citoyen-ne-s ont toujours été écartés des débats des questions liées au nucléaire. Ce référendum, amené après un débat national approfondi, est une chance offerte à chacun-e de se réapproprier la politique énergétique du pays et de se prononcer. C'est un des nombreux cas de mise en œuvre concrète de la révolution citoyenne, celle qui remet le choix dans les mains de la population au lieu de laisser des technocrates et autres experts ou politiciens agir comme si le peuple n'y comprenait rien et qu'il n'y avait aucun autre choix possible.

Prenons un exemple dans la Région Rhône Alpes : les centrales de Bugey (32 ans de service) et de Tricastin (31 ans de service) sont arrivées en fin de vie et la décision de les fermer interviendra vraisemblablement durant la prochaine mandature. En effet, ces centrales ne pourront probablement pas dépasser les 35 années de service pour des raisons à la fois économiques, techniques, et de risque environnemental. Avec ou sans sortie du nucléaire, ces centrales fermeront, donc, et la question de l'accompagnement des salariés, du démantèlement et du remplacement ou de l'évitement des 45 TWh produits se posera rapidement. Nous devons l'anticiper !

Les Français peuvent par ailleurs légitimement décider si les montants affectés au renouvellement de centrales (une quinzaine de milliard d'euros, plus le coût de fonctionnement et les provisions pour démantèlement, qui représentent plusieurs milliards par an) ne pourraient être mieux employés à investir dans la réduction de notre dépendance à l'énergie, à travers des programmes pour l'efficacité énergétique et la rénovation thermique des bâtiments, et dans la recherche et la production de nouvelles sources d'énergie renouvelable : biomasse, géothermie profonde, biogaz...

En attendant, ces centrales tournent et le Front de Gauche souhaite aussi rappeler que des hommes et des femmes y travaillent, et que la logique de privatisation d'EDF, imposée par la Commission européenne, pose de graves problèmes à la fois en termes de conditions de travail, de recours à la sous-traitance, et de sûreté des installations. Quand le profit commence à passer avant l'intérêt général... Hélas les exemples ne manquent pas de constater que l'extractivisme et le productivisme, qui font passer l'offre avant la demande et les profits avant les besoins, sont potentiellement dévastateurs : BP en Louisiane, Tepco à Fukushima ou plus récemment Total en Mer du Nord, nous rappellent qu'on ne peut laisser les multinationales jouer avec l'énergie. Raison supplémentaire pour créer le pôle public de l'énergie que propose le Front de Gauche !

Voir également mon intervention à la Chaîne Humaine du 11 mars :

http://www.dailymotion.com/video/xpfb2s_corinne-morel-darleux-sortir-du-nucleaire_news

4. ***Plusieurs compagnies lorgnent sur d'éventuels gisements en hydrocarbures non conventionnels (gaz et huile de schiste) sur le territoire départemental et national. Quels engagements clairs prendrez-vous afin de lutter contre ces projets nuisibles pour l'environnement et favoriser la transition énergétique, et ainsi le développement des énergies renouvelables ?***

Bien sûr je partage, pour avoir été de tous les rendez vous contre les gaz et huiles de schiste, en Drôme et en Ardèche, ainsi qu'au Conseil régional, depuis le début de la mobilisation ! Le Front de Gauche s'est engagé clairement à de nombreuses reprises pour une interdiction de l'exploration et de l'exploitation des gaz de schistes et des autres huiles non conventionnelles, même à « fins scientifiques » : aujourd'hui la seule technique existante est la fracturation hydraulique, interdite par la loi du 13 juillet 2011, dans ce cas pourquoi faire des recherches « exploratoires », si ce n'est pour préparer l'exploitation future ?

Pour nous c'est non. Le Front de Gauche considère que l'exploitation des gaz et huiles de schiste est une véritable fuite en avant, abhorrante du point de vue climatique et de la nécessaire réduction des émissions de GES, et porteuse de trop de risques pour les sols, la biodiversité, l'air et l'eau, et ce, au mépris de toute consultation publique. Une fois de plus, d'autres alternatives existent : réduire les consommations superflues, améliorer l'efficacité énergétique et augmenter la part de renouvelables !

J'ai personnellement remis la réponse du candidat du Front de Gauche à la présidentielle, Jean-Luc Mélenchon, une [réponse](#) claire et sans ambiguïté sur cette question, au collectif Non au Gaz de Schiste 07. Cet engagement vaut bien entendu pour la candidate aux législatives du Front de Gauche que je suis.

Voir la réponse du FDG sur les gaz et huiles de schiste :

<http://www.placeaupeuple2012.fr/les-positions-du-front-de-gauche-sur-les-gaz-huiles-de-schiste/>

5. Selon les recommandations du GIEC, les mesures prises durant la prochaine décennie seront déterminantes pour l'avenir de l'humanité. Comment assurerez-vous une baisse significative des émissions de gaz à effet de serre ?

Les engagements se situent à différents niveaux :

- Le Front de Gauche milite pour que soit inscrite dans la Constitution « la règle verte », ce qui signifie que l'ensemble des politiques publiques seront évaluées et décidées à l'aune de cet impératif double : rembourser la dette écologique que nous avons contractée depuis des décennies envers les peuples du Sud notamment, et évaluer systématiquement notre empreinte écologique afin de cesser de prendre plus à la terre que ce qu'elle est en mesure de régénérer, et faire ainsi reculer le « Earth Overshoot Day » afin qu'il revienne progressivement au 31 décembre (où il se situait en 1986).
- Il s'agit pour les pays « riches » de contribuer principalement à l'effort de réduction de GES, parce qu'ils sont et ont été les principaux contributeurs à la catastrophe climatique. Le Front de Gauche veut donc un accord international contraignant, au sein duquel le cumul des engagements de chaque pays permette de tenir l'objectif de garder le réchauffement climatique sous la barre des 2 degrés. Cela signifie une réduction d'au moins 30% des émissions au niveau européen d'ici 2020. De même, pour permettre l'entrée rapide dans la transition énergétique – voire d'un changement de société – les contraintes portant sur les Etats et le secteur privé ne pourront être allégées par un mécanisme de marché, surtout s'il est lié avec le système de quotas affectés au secteur privé. Ce sont ces options que j'ai portées pour le FDG au Contre Sommet climatique de Copenhague notamment.
- Au niveau européen, le Front de Gauche militera pour la mise en place d'un dispositif de taxation écologique (basée sur l'empreinte carbone des importations, et en premier lieu les distances parcourues (taxe kilométrique)) aux frontières de l'Union Européenne.
- Au niveau national, la France doit prendre sa part d'engagement et réduire ses émissions du facteur 4 d'ici 2050 (raison pour laquelle le groupe des élus du FDG à la Région a récemment repoussé le SRCAE, schéma régional climat air énergie, qui ne remplissait pas cet objectif de facteur 4, contrairement aux engagements de la France !). Parmi les actions concrètes, le Front de Gauche propose notamment la mise en place des mesures suivantes :
 - o Une politique énergétique visant à une limitation des besoins (voir plus haut) mise en œuvre par un pôle public de l'énergie et basée sur la sobriété et l'efficacité énergétique, dans le bâtiment notamment.
 - o Une politique des transports permettant de réduire les besoins en déplacement, par la relocalisation de l'activité, l'équilibrage entre territoire et au sein des territoires, etc... (cf ci-dessus)
 - o Des mesures fortes en faveur du développement de l'agriculture paysanne, moins dépendante de la pétrochimie, des engrais et pesticides, relocalisée et moins polluante.
 - o Des investissements publics évaluant leur impact carbone et le limitant, afin que toutes les politiques publiques concourent à lutter contre l'émission de gaz à effet de serre (GES).

6. Il existe une conjonction entre crise écologique et crise économique. Face à ce double défi, il est souvent possible d'apporter des réponses bénéfiques dans les deux domaines. Que comptez-vous faire afin de développer une économie et des emplois locaux et durables ?

Les dispositions présentées ci-dessus auront un impact important en termes d'emploi et de « bien vivre » :

- les dispositions liées à la limitation des transports (taxation environnementale aux frontières de l'UE) permettra de relocaliser de nombreuses productions. Plus généralement, la relocalisation de l'économie permettra de retrouver des bassins d'activités sur tout le territoire.

- La rénovation thermique du parc immobilier – logement et autres bâtiments – est également une disposition qui permettra de développer de nombreux emplois techniques non délocalisables. De manière générale, le développement d'une nouvelle filière pour l'amélioration de l'efficacité énergétique est un bassin d'emploi important.
- Les énergies renouvelables sont encore un autre domaine permettant d'associer le développement économique et les profits écologiques.

Le mythe de l'économie de tertiaire est révolu, le Front de Gauche s'appuie sur ces activités alternatives pouvant permettre de créer plus d'1 million d'emplois à l'horizon 2020 : plus de 300.000 emplois dans les énergies renouvelables, 560.000 dans l'efficacité énergétique (rénovation thermique notamment), auxquels on peut ajouter 400.000 emplois dans l'agriculture paysanne et 30.000 dans la biodiversité par exemple... Des emplois non délocalisables et pérennes, qui permettent d'envisager la reconversion et l'accompagnement des travailleurs du secteur énergétique, que ce soit dans le démantèlement des centrales nucléaires ou dans la création de nouveaux emplois dans la rénovation et les énergies renouvelables.

7. *Le poids de nos déchets est toujours très important et les coûts de retraitement élevés. Comment ferez-vous baisser significativement les volumes et donc la charge financière de nos déchets ?*

La question des déchets doit être traitée à la source, c'est à dire en limitant la transformation des produits et le mésusage des objets, en sortant du tout jetable, en limitant la publicité qui pousse à changer de produit avant que celui ci soit devenu inutile ou cassé - par la mode notamment, en luttant contre l'obsolescence programmée, et en favorisant l'éco-conception et le ré-usage.

Des dispositions très pratiques peuvent être prises :

- Allongement par la loi des durées de garanties des équipements électroniques pour lutter contre l'obsolescence programmée,
- Introduction de normes permettant de jauger de la robustesse des objets, ainsi que de la facilité à pouvoir les réparer
- Obligation pour les industriels de récupérer les produits, d'organiser leur réparation ou leur démantèlement et le recyclage. Des filières de déconstruction et de récupération des pièces ou des matériaux seront ainsi développées.
- Promotion des métiers ou compétences techniques de réparation, afin de lutter contre les technologies fermées, qui ne permettent pas de réparer les objets lorsqu'un composant est usé.
- Limitation des emballages, avec une refonte du dispositif eco-emballage au profit de normes contraignantes intégrant la collecte spécifique des emballages et leur traitement et visant plus généralement à la baisse des volumes.

Enfin, le système de délégation au secteur privé, et en particulier le mode de rémunération basé sur la tonne de déchet, devra être revu. Le retour en régie permettra d'une part de réduire les coûts et d'autre part de responsabiliser usagers et communes, et ainsi d'inciter vraiment à la réduction du volume de déchets.

Pour aller plus loin sur nos propositions, je vous invite à aller consulter nos réponses aux questions du CNIID : Lien à venir sur <http://www.placeaupeuple2012.fr/category/les-prises-de-position/>

8. *Pollution chimique, OGM, hausse des prix de l'alimentation, réforme de la PAC. Comment encouragerez-vous une agriculture dynamique et respectueuse de l'environnement ? Comment favoriserez-vous le développement des circuits courts ?*

Depuis les années 1960, le nombre d'exploitations agricoles s'est effondré du fait d'une concentration de l'agriculture au profit des plus grandes exploitations. La majorité des paysans peine à défendre son

revenu, vit dans une grande précarité et voit ses conditions de travail se détériorer. La libéralisation de l'agriculture a engendré une baisse des prix pour les paysans et une dépendance accrue vis-à-vis de l'industrie agro-alimentaire et de la grande distribution. L'Europe a abandonné la régulation des marchés, au nom de la compétitivité sur le marché mondial. Elle a ainsi favorisé la concentration de la production et de la propriété, rendu très difficile l'accès des jeunes au métier de paysan, généré la perte de savoir-faire traditionnels et une expansion du modèle productiviste, aux dépens de l'environnement et de la santé publique. Le Front de Gauche refuse l'abandon de notre agriculture et de notre alimentation à l'agro-industrie et à la «concurrence libre et non faussée» qui favorise le moins disant social et environnemental. Il défend le principe de protection de l'agriculture et mettra en oeuvre une politique stoppant et inversant la concentration de l'agriculture et permettant l'existence de paysans nombreux sur tous les territoires.

Le Front de Gauche a élaboré de nombreuses propositions cohérentes entre le niveau international, au niveau duquel le Front de Gauche s'engage à faire respecter la souveraineté alimentaire des peuples, le niveau européen, le niveau national et le niveau local.

Au niveau Européen, le Front de Gauche propose de défendre une politique agricole commune (PAC) cohérente avec l'objectif de souveraineté alimentaire, c'est à dire avec une production centrée sur les besoins du marché intérieur et la protection de ce dernier, qui va de pair avec la protection des cultures nourricières du Sud et de leur souveraineté alimentaire.

Par ailleurs, le Front de Gauche propose les mesures suivantes :

- La mise en oeuvre d'un plan national de transition écologique de l'agriculture, avec un calendrier de remplacement des intrants chimiques par des produits naturels, le renforcement de certaines exigences environnementales, la désintensification des systèmes d'élevage et la production de protéines fourragères ; la relocalisation des productions ; l'intégration des activités agricoles et d'élevage dans les exploitations ou les régions agricoles ; la production d'énergie renouvelable, si le bilan énergétique le justifie ; une évolution des modes de consommation (produits de qualité, protéines végétales) ; le respect du bien-être animal.
- Le soutien au développement des filières alternatives, vivrières, courtes, de proximité, biologiques, reposant sur une juste rémunération du travail et permettant à tous de bénéficier d'une alimentation de qualité,
- La révision du code des marchés publics rendant obligatoire, chaque fois que possible, l'approvisionnement des organismes publics de restauration collective auprès de ces filières ;
- l'appui à l'installation et la conversion d'agriculteurs s'inscrivant dans ces démarches,
- Le refus des OGM, la protection des semences paysannes.

Voir ma réponse à la Confédération paysanne de la Drôme : <http://placeaupeupledrome.fr/?p=586>

9. Entre 2000 et 2010, nous avons perdu 12% de la surface agricole utilisée (SAU) dans notre département. Que comptez-vous faire afin de limiter voire stopper la perte des terres agricoles ?

La perte de terres agricoles provient de plusieurs phénomènes : la faiblesse des revenus agricoles, qui ne permet plus d'assurer l'exploitation de certaines terres de plus faible rendement ou plus petites, la pression du foncier (avec la hausse des tarifs induite par les gares TGV par exemple) et les conflits d'usage (zones commerciales notamment comme à Valence), mais aussi du fait que les fermes étant devenues au fil des années de très grosses exploitations, elles sont devenues trop chères, ne trouvent plus de repreneur et se transforment trop souvent en résidences secondaires. C'est le cas dans le Diois.

L'action du front de Gauche se situe à plusieurs niveaux :

- En reconnaissant le droit à une juste rémunération du travail, en introduisant, chaque fois que de besoin, des prix minimums garantis aux producteurs et un encadrement des marges de la grande distribution, pour une meilleure répartition de la valeur ajoutée et une maîtrise des prix à la consommation,

- En créant un cadre national de protection généralisée des espaces agricoles et naturels,
- En soutenant l'installation de jeunes et de la création de nouvelles exploitations, en particulier dans les espaces péri-urbains : avec l'agriculture paysanne, entre 300 et 400.000 nouveaux emplois peuvent être créés à l'échelle nationale ;
- En instaurant une représentativité syndicale sur une base proportionnelle, à l'instar des autres secteurs professionnels. Par ailleurs, nous voulons réformer la gouvernance des différents lieux de décision tels que Chambres d'agriculture, SAFER, offices interprofessionnels pour renforcer le rôle des différents syndicats mais aussi des autres acteurs non-agricoles concernés par le monde rural et l'alimentation, tels qu'associations pertinentes et collectivités territoriales.
- Par l'augmentation des moyens financiers et la révision du mandat des Sociétés d'Aménagement Foncier et Rural (SAFER) pour stopper et inverser le processus de concentration de l'agriculture. Les terres libérées, au-dessus d'une certaine surface, seront préemptées et redistribuées en faveur de l'installation de jeunes agriculteurs et de la consolidation des petites exploitations, y compris par le biais de réserves foncières, notamment à proximité des villes.

10. Stress hydrique, changement climatique, pollution, gaspillage, coût au robinet toujours plus élevé. Quelles mesures de protection et quel partage des ressources en eau défendez-vous ?

Le problème de la ressource en eau émerge avec de plus en plus de force. Selon l'Organisation Météorologique Mondiale, « une grave pénurie d'eau risque de se produire d'ici 50 ans », conséquence d'une mauvaise gestion des réserves et de la pollution. Pourtant, le 27 juillet 2010, L'Assemblée générale de l'ONU a reconnu « le droit à une eau potable salubre et propre comme un droit fondamental, essentiel au plein exercice du droit à la vie et de tous les droits de l'homme ». Il signifie "le droit pour les individus à avoir une eau potable, accessible, dans des conditions acceptables et d'un coût abordable". Ce droit est doté depuis le mois de septembre d'une base juridique internationale.

Pour permettre l'accès de tous à un prix raisonnable, le Front de Gauche défend le principe d'un retour en gestion publique de l'eau. Seule une gestion publique du service de l'eau peut assurer l'intérêt général et la préservation de la ressource, et éviter les fuites sur le réseau par son entretien. Cette question est complexe, et c'est cette complexité que mettent en avant les promoteurs de la gestion privée pour décourager une réappropriation publique et citoyenne. C'est pour cela que le Front de Gauche souhaite permettre à tous les citoyens - sur cette question comme sur toutes les autres - d'émettre un choix quant au modèle de société qu'ils souhaitent. Des élus du FDG, comme aux Lacs de l'Essonne avec Gabriel Amard, ont réussi à revenir en régie publique et à assurer la gratuité des premiers m3 d'eau. C'est donc possible !

Le Front de Gauche considère en effet qu'il faut une gestion publique du service de l'eau en France et en Europe tout d'abord pour une raison sociale. Réaffirmer l'accès à l'eau comme un droit fondamental, et donc assurer une tarification sociale et progressive de l'eau consommés par les ménages, permettrait de réhabiliter l'eau potable comme un bien commun indispensable à la vie.

Il faut également une gestion publique du service de l'eau en France et en Europe pour une raison écologique. La progressivité du prix en fonction des volumes consommés, tant par les ménages que par les entreprises inverserait la logique actuelle qui veut que les plus gros consommateurs - et gaspilleurs - de l'eau (notamment dans l'agriculture et l'industrie) paient moins cher cette ressource que les particuliers, pour qui elle est souvent un besoin vital. Cette progressivité introduirait en outre pour tous - individus, entreprises, collectivités locales, Etat - l'incitation à utiliser cette ressource précieuse et rare dans une gestion raisonnée et sobre.

Aujourd'hui, plus on consomme, moins on paye ! C'est abhorrant. Comme il est indécent que l'eau qui sert à remplir sa piscine soit au même prix que celle qui sert à cuire des nouilles...

Le choix d'une gestion publique a des incidences multiples, y compris au niveau de la gestion de la ressource : elle permet aujourd'hui une approche transversale de diverses problématiques, elle rend davantage possible de faire du « préventif » et de gérer la ressource sur le long terme afin de limiter la pollution des nappes et donc le traitement de la ressource brute – alors qu'une gestion en délégation privilégie le court terme, ainsi que le curatif – qui améliore le chiffre d'affaire.

Enfin, le mode de « gouvernance » des comités de bassins, ou comités de rivière, nous semble intéressants car il associe les diverses parties prenantes et permet de débattre des différents usages de l'eau. Nous nous en sommes d'ailleurs inspirés pour la proposition de loi que nous avons déposée sur la planification écologique en 2009.

Il va enfin de soi que la préservation de la ressource est incompatible avec l'exploitation des gaz de schiste, et que l'agriculture doit être incitée à aller vers des modes de culture moins gourmands en eau, cela fait partie des réflexions que nous menons à la Région Rhône Alpes..

11. *Plusieurs centaines d'espèces sont classées comme étant vulnérables en France sans que pour autant soient prises des mesures de protection efficaces. Quelles seront vos actions en faveur d'une protection accrue de ces populations animales et végétales ?*

Selon le CNRS, le taux d'extinction global des espèces est environ 100 fois supérieur à ce qu'il faudrait pour assurer la stabilité de la biodiversité. Le Front de Gauche propose pour lutter contre cette érosion catastrophique de créer des délégués environnementaux, de développer l'emploi dans les services et la protection de la biodiversité, de limiter fortement les pesticides et d'interdire la culture des OGM, de créer de nouvelles règles en matière de chasse et de préservation des espèces menacées, et de mettre en oeuvre une politique urbaine permettant de réduire la consommation d'espace : 70.000 ha sur la durée du mandat.

Le FDG vise l'intégration de la biodiversité aux politiques de développement des territoires plutôt que des dispositions ponctuelles. Au-delà des zones à haute valeur en biodiversité, qui sont déjà pour la plupart identifiées et qu'il faut évidemment préserver strictement, le Front de Gauche ne souhaite pas opposer des zones « de conservation » à des zones « de développement économique ». C'est à travers un développement raisonné des territoires qui intègre la biodiversité – mais aussi les contraintes liées au réchauffement climatique et à la raréfaction de toutes les ressources – sous le contrôle de Comités locaux de l'Environnement, que nous pourrions concilier les besoins (raisonnés) de notre société et la nature.

Ainsi, l'action du Front de Gauche se fera à travers une approche holistique et l'intégration de la promotion de la biodiversité, notamment dans les politiques agricoles et de développement rural plutôt que par une nouvelle couche de réglementation ou de plans de restauration dont l'efficacité diminue lorsque les autres politiques du territoire ne sont pas coordonnées.

Enfin, rappelons que la « règle verte » qui sera inscrite dans la Constitution s'appliquera à tous les projets de politiques publiques d'un point de vue écologique.

12. *Le territoire français est riche de la diversité de ses biotopes. Notre département est particulièrement bien doté dans ce domaine. Le couloir rhodanien dans son ensemble est un axe majeur de la migration des espèces. Comment renforcerez-vous la dynamique des corridors écologiques ?*

Je garde en effet un souvenir ému de la réintroduction du gypaète barbu dans le haut Diois ! Le Front de Gauche souligne la nécessité d'une réflexion sur les trames vertes et bleues dont l'objectif est de

connecter des espaces remarquables pour leur diversité afin d'augmenter la surface de ces espaces et la circulation des espèces tout en ayant une intégration paysagère.

Cependant, cette approche présente de grandes insuffisances, notamment avec les risques d'expansion des espèces envahissantes et de l'importance trop grande donnée aux questions de paysages par rapport aux autres sensibilités de la biodiversité. La trame verte et bleue peut ainsi parfois se traduire par des tracés verts et bleus en milieu urbain ou péri-urbain ne tenant pas compte de la diversité des aménagements possibles, de la diversité des espèces susceptibles de coloniser ces espaces.

Le développement de la trame verte et bleue risque d'entériner la dualité entre espaces de conservation de la biodiversité remarquable et espaces de développement économique. Or ces derniers « grignotent » sur les espaces de biodiversité banale. Le Front de Gauche soutiendra les initiatives visant à reconnecter, ou effacer les frontières, entre ces différents espaces.

C'est pourquoi le Front de Gauche considère que la trame verte et bleue doit être définie en concertation avec les acteurs pour des objectifs de conservation déterminés en amont. Les comités locaux de l'Environnement que prévoit la planification écologique du FDG seront clairement l'enceinte pour ces discussions, et ils mettront à disposition des citoyens des outils pour mener ces concertations.

Pour aller plus loin sur nos propositions concernant l'environnement et la biodiversité, je vous invite à aller consulter nos réponses aux questions des associations de protection animale, de la fondation ROC et de la LPO :

Fondation ROC

http://www.tinkuy.net/files/Reponse_Jean-Luc_Melenchon.pdf

Protection animale

<http://www.placeaupeuple2012.fr/reponse-du-front-de-gauche-de-la-planification-ecologique-aux-organisations-de-protection-animale/>

Autres réponses à venir sur <http://www.placeaupeuple2012.fr/category/les-prises-de-position/>

... Et bien entendu je reste à votre disposition !

cmoreldarleux@placeaupeuple2012.fr

Le site de campagne du FDG sur la 3e circonscription de la Drôme :

www.placeaupeupledrome.fr

Mon blog :

www.lespetitspoissonrouges.org